

LES BANQUES DU CANADA : PUISER DE NOTRE PASSÉ POUR MODELER NOTRE AVENIR

24 novembre 2022

Discours prononcé par
Anthony G. Ostler,
Président et chef de la
direction

Devant le
Canadian Club de Toronto



Merci, Joe, pour cet accueil chaleureux. Je suis heureux de nos retrouvailles, 25 ans après la fin de nos études à la Ivey Business School. Comme le temps passe vite!

Et merci, Tod, pour cette gentille introduction. J'ai apprécié notre collaboration au cours de ces neuf derniers mois.

Bon après-midi, mesdames et messieurs. Quel plaisir de me retrouver au Canadian Club, en si bonne compagnie : des convives à la table principale, aux représentants des banques membres de l'ABC, en passant par les collègues du secteur financier et les nombreux précieux invités.

Je suis heureux d'être de retour au Canada, après huit années passées aux États-Unis. Je suis ravi de m'être joint, à titre de président et chef de la direction, à l'Association des banquiers canadiens, une organisation qui, à cette même époque l'an dernier, célébrait son 130^e anniversaire. Tout au long de son illustre histoire, l'ABC a veillé à ce que notre pays demeure prospère et que nos banques restent bien réglementées et fort compétitives.

Peu après mon entrée en fonction en février dernier, l'ABC a entrepris une transformation axée sur les membres ainsi qu'une revue de ses valeurs fondamentales. Notre transformation est sur la bonne voie. Un élément clé de notre évolution stratégique est de nous efforcer d'être plus proactifs dans le modelage de l'avenir de notre secteur alors que nous nous adaptons aux changements. Également, nous nous sommes fixé une nouvelle mission : mettre les banques du Canada à l'avant-garde de la croissance et d'un avenir économique durable pour les Canadiens.

Nos plus de 60 banques membres, tant nationales qu'étrangères, jouent un rôle clé dans l'économie canadienne. En effet, le secteur bancaire :

- compte pour environ 4 % du PIB canadien;
- emploie près de 300 000 personnes;
- a versé plus de 13,5 milliards en impôts à tous les niveaux de gouvernement en 2021;
- a accordé 1,5 billion de dollars en crédit à des entreprises canadiennes; et
- a joué un rôle central auprès des particuliers et des entreprises pour les aider à traverser la pandémie.

Les banques affichent un long historique de contributions à la réalisation des priorités du Canada et représentent une force positive qui pousse vers une économie solide, inclusive et durable.

Au Canada, les banques accompagnent l'évolution du pays depuis avant la Confédération : financement du chemin de fer qui nous relie d'un océan à l'autre, vente d'obligations pour soutenir la victoire lors des deux guerres mondiales, et offre de produits et services à des générations de Canadiennes et de Canadiens pour les aider à acheter des maisons, à épargner pour la retraite et à développer des entreprises.

Des décennies de leadership de la part de sommités dans les secteurs public, réglementaire et bancaire ont permis au Canada de bâtir le meilleur système bancaire au monde. Cela dit, face à l'avenir, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos anciens lauriers.

Le Canada et son secteur bancaire passent actuellement par une période charnière : si les nombreuses forces à l'œuvre ne sont pas judicieusement canalisées, elles pourront ébranler la santé économique solide de notre pays. Étant donné la relation symbiotique entre l'économie et les banques, nous sommes tous concernés par cette réalité. En effet, des banques saines sont le moteur d'une économie saine, et vice versa.

Dans le cadre de ses efforts pour façonner l'avenir, l'ABC a récemment soumis un mémoire prébudgétaire au gouvernement fédéral. Dans ce mémoire, nous avons souligné la nécessité de mettre l'accent sur la croissance et de créer un avenir stable et solide, fondé sur une économie canadienne saine et en croissance.

Ce mémoire portait sur plusieurs sujets importants. Vu le court temps dont nous disposons aujourd'hui, je vais me limiter à en explorer trois :

- Agir face aux changements climatiques
- Garantir la perpétuité du secteur financier
- Régler le problème de productivité

Agir face aux changements climatiques

La science ne laisse pas de doute : l'accumulation dans l'atmosphère de dioxyde de carbone, de méthane et d'autres gazes modifie le climat de la planète. Les banques savent que la crise climatique est réelle et qu'elle représente un problème complexe pour notre société.

Au Canada, les banques tiennent à faire part de la solution à ce problème et à contribuer à la transition vers une économie à zéro émission nette d'ici 2050. Ainsi, afin de répondre aux exigences de ce défi mondial, les banques ont mis en œuvre des plans d'action climatiques dotés d'objectifs précis.

Qui plus est, les banques ont déjà franchi d'importants caps :

- Engagement à fixer des objectifs de réduction des émissions pour leurs propres activités, comme la Banque Nationale qui s'est engagée à réduire de 25 % ses émissions de GES d'ici la fin de 2025.
- Établissement d'objectifs de réduction des émissions dans leur portefeuille de prêts, y compris l'établissement d'objectifs sectoriels, à l'instar de ce qu'a fait la Banque Royale dans son rapport de carboneutralité publié le mois dernier.
- Collaboration avec les entreprises clientes dans tous les secteurs pour les aider à réduire leurs émissions de carbone et à saisir les occasions d'amorcer le virage énergétique, comme le fait BMO avec son groupe Transition énergétique.
- Investissement dans les technologies transformationnelles, comme le captage, le stockage et l'utilisation du carbone, pour contribuer au nettoyage de la production énergétique actuelle et accélérer la transition vers des alternatives plus propres – comme le fait la Banque Scotia à travers son fonds Net-Zero Research Fund et la CIBC avec les nouveaux investissements dans des sociétés en commandite dont le mandat est d'investir dans des fonds de faibles émissions de carbone et de technologies climatiques.
- Lancement de produits pour le financement de projets écologiques existants et nouveaux, notamment les prêts liés à la durabilité et les obligations vertes de la Banque, qu'elle a été la première à émettre au Canada en 2015.
- Un grand nombre de nos membres communiquent l'information financière relative aux changements climatiques, font le suivi des émissions financées et recueillent des données qualitatives pour mieux évaluer les défis.
- Au-delà de nos frontières, nos six plus grandes banques jouent un rôle actif dans des groupes mondiaux, comme l'alliance bancaire net zéro établie par l'ONU.

Il s'agit d'une démonstration de la transition climatique à l'œuvre : les banques contribuent, à la fois, à l'atteinte des ambitions de carboneutralité du Canada et aux demandes intérimaires en énergie, dans un contexte d'instabilité mondiale, empiré par l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Les banques contribuent au financement de sources d'énergie plus vertes. Or, la transition complète vers la carboneutralité ne se fera pas du jour au lendemain. Nous devons trouver un équilibre entre le besoin absolu de réduire considérablement le niveau d'émissions et l'approvisionnement continu en énergie et en produits essentiels, certains de ces produits ne pouvant être obtenus que par l'utilisation à moyen terme d'hydrocarbures.

En effet, les sources énergétiques ne sont pas seulement essentielles pour l'économie canadienne, mais aussi pour nos besoins sociaux. Par exemple, le pétrole et le gaz sont d'importantes sources d'énergie au Canada, tant pour la production alimentaire et le transport, que pour la fabrication et le chauffage de nos maisons. Au Canada, et partout dans le monde, les gens ont besoin de cette production d'énergie vu qu'actuellement, il n'y a tout simplement pas assez d'énergies vertes pour répondre à cette demande.

Les 140 000 personnes qui travaillent directement ou indirectement dans le secteur pétrolier et gazier partagent massivement la vision du Canada pour un avenir à faible émission de carbone. Étant donné leur grande expertise dans la livraison du carburant qui fait avancer notre pays et le reste du monde, elles sont les mieux placées pour nous aider à atteindre le niveau net zéro. De plus, les compagnies pétrolières et gazières soutiennent notre transition énergétique par des investissements clés dans l'éolien, le solaire et d'autres technologies qui faciliteront notre transition.

Nous savons également qu'une forte réduction de l'émission de gaz carbonique dans l'ensemble de notre économie coûte cher. Une étude récente de la RBC montre qu'au cours des 30 prochaines années le Canada aura besoin d'environ 2 billions de dollars pour financer la transition vers la carboneutralité. C'est presque autant que le PIB du Canada. Les banques du Canada sont essentielles au financement des technologies clés et des immobilisations qui nous permettront d'atteindre cet objectif.

D'un point de vue géopolitique, le Canada peut fournir de l'énergie aux marchés nationaux et mondiaux de façon propre, efficace et progressive. Les clients internationaux préfèrent les sources d'énergie canadiennes à celles provenant de régimes conflictuels et dangereux, en raison de notre solide bilan de protection des droits de la personne, de respect de la primauté du droit et de tradition démocratique. Dans ses commentaires au Brookings Institute à Washington, D.C., la vice-première ministre Freeland a souligné la nécessité pour les pays démocratiques de recourir à « l'amlocalisation » (friendshoring), un point de vue partagé par les États-Unis et nos plus proches alliés. Aujourd'hui plus que jamais, la gouvernance sociale et l'alignement des valeurs sont des facteurs clés pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement vitales, y compris l'énergie.

Il convient de noter que les investissements dans le secteur énergétique canadien pavent la voie au retour des Autochtones à la prospérité - un objectif central de la réconciliation. Une étude récente de l'Association canadienne des producteurs pétroliers a révélé que, en 2019, ce secteur s'est procuré plus de 2,6 milliards de dollars en biens et services auprès de 275 entreprises autochtones à travers le Canada, contre 1,5 milliard de dollars en 2015.

La transition vers la carboneutralité présente à la fois des difficultés et des opportunités. Un processus de collaboration est nécessaire pour que le Canada atteigne ses objectifs climatiques et améliore la productivité

et la croissance économique. Nous pouvons résolument générer plus d'énergie propre, faire croître notre économie et réduire nos émissions.

Nous encourageons le gouvernement fédéral à collaborer avec l'industrie à la réalisation d'investissements ciblés et à la conception d'incitatifs fiscaux qui facilitent l'atteinte de la carboneutralité, tout en adoptant une attitude équilibrée et souple à l'égard de toute nouvelle réglementation.

Nous avons besoin de plus de carottes et de moins de bâtons. Le budget fédéral de 2022 et l'énoncé économique de l'automne ont introduit des engagements axés sur la stimulation des investissements dans les technologies vertes, y compris l'hydrogène. Il s'agit de pas dans la bonne direction. Mais il faut faire davantage pour aider notre pays à progresser vers l'objectif ambitieux d'une économie carboneutre d'ici 2050.

Les banques du Canada sont déterminées à faire leur part.

Garantir la perpétuité du secteur financier

Mon deuxième point aujourd'hui concerne la nécessité de préparer l'avenir du secteur des services financiers du Canada, notamment en ce qui a trait aux paiements.

Les Canadiens comptent parmi les consommateurs mondiaux qui utilisent le moins d'argent liquide dans leurs transactions quotidiennes. En fait, les particuliers et les entreprises au Canada adoptent facilement les options bancaires et de paiement numériques. Nos banques sont à l'avant-garde de l'innovation et les consommateurs disposent aujourd'hui d'un accès sans précédent à des canaux numériques fiables qui répondent à leurs besoins bancaires.

- Les paiements électroniques représentent près de 80 % des transactions.
- Les deux tiers des Canadiens ont utilisé des applications bancaires mobiles l'an dernier.
- Plus d'un tiers des transactions financières sont effectuées sur un appareil mobile.

De larges investissements dans la numérisation et la modernisation ont aidé les banques à anticiper l'évolution des préférences de leurs clients et à y répondre, toujours sur fond de sécurité, de fiabilité et de stabilité. Parallèlement, la technologie a permis une explosion de la concurrence sur le marché des services financiers. On estime à plus de 2 000 le nombre de fournisseurs de services de paiement non bancaires en activité au Canada.

Des projets, comme la modernisation des paiements de Paiements Canada et l'initiative du système bancaire ouvert du gouvernement fédéral, amplifieront ces tournures. Tout comme la modernisation des paiements, le

système bancaire ouvert cherche à permettre aux clients de partager leurs données avec des sociétés fintech tierces d'une manière plus sécurisée. Cependant, les fintechs impliquées dans le système bancaire ouvert ne sont actuellement pas soumises à la même surveillance réglementaire que les banques.

Même si la concurrence est encouragée, les décideurs politiques doivent faire preuve de diligence lorsqu'ils envisagent les prochaines étapes du cadre de surveillance des paiements de détail. Face à la croissance des services de paiement non réglementés, le gouvernement fédéral a adopté la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail* qui habilite la Banque du Canada à superviser les fournisseurs de services de paiement. L'ABC et ses membres ont accueilli favorablement cette évolution. Toutefois, à ce stade, le cadre de surveillance est insuffisant, car il exclut la protection des consommateurs.

Le marché des paiements évolue plus rapidement que le cadre réglementaire qui s'y applique. Puisque les fournisseurs de services de paiement traitent directement avec les consommateurs, l'absence de protection pour ces consommateurs est une immense lacune. Nous avons tous été témoins des effondrements spectaculaires dans l'espace financier émergent et des graves pertes inutilement subies par les clients. Soyons clairs, nous ne voulons pas que le prochain FTX ou Celsius provienne de l'écosystème des paiements du Canada.

Nous encourageons le gouvernement à inclure des mécanismes de protection et de recours pour les consommateurs dans son cadre de surveillance des paiements de détail. Ainsi, les clients pourront explorer les nouvelles technologies financières et les utiliser en toute confiance et en pleine sécurité.

À chaque étape de la conception de solutions technologiques, les banques du Canada ont à l'esprit la protection des consommateurs et tiennent compte du lien réglementaire de la création à la commercialisation. C'est pourquoi le secteur bancaire canadien, bien réglementé et de renommée mondiale, est solide, résilient et fiable.

Toute activité en dehors du cadre réglementaire comporte de grands risques. C'est pourquoi il est impératif que les fournisseurs de services de paiement soient réglementés avant d'être autorisés à accéder davantage aux systèmes de paiement. En bref : même activité, même risque, même réglementation.

Régler le problème de productivité

Tout comme nous devons protéger l'avenir des services financiers, notre pays doit assurer le maintien de notre prospérité commune et de notre niveau de vie. Pour y arriver, la productivité est la clé. En effet, la productivité est une mesure essentielle de la vitalité économique et représente la voie vers une croissance et une création d'emplois plus fortes et plus inclusives, ainsi que vers une plus faible inflation. En deux mots, la productivité consiste à créer plus avec moins de ressources.

Le problème de la productivité au Canada est persistant. En effet, pour la productivité de sa main-d'œuvre le pays se classe en sixième position du G7. De plus, le taux d'investissements dans les domaines favorables à la productivité au Canada, comme la propriété intellectuelle, les technologies de l'information, les machines et l'équipement, est d'environ la moitié de ce qu'il est aux États-Unis.

Une économie dont la productivité est historiquement faible – qui nuit aux pensions et aux avantages sociaux – risque d'éroder la qualité de vie des citoyens et de réduire l'efficacité de la gouvernance. Une faible productivité entraînerait des cycles de tensions sociales, d'augmentation des taux d'imposition et une faible création d'emplois.

Le Canada a besoin d'un plan pour améliorer la productivité. À la base de ce plan, on retrouve deux éléments clés. Le premier élément est une politique concurrentielle claire et invariablement appliquée. L'examen de la *Loi sur la concurrence*, lancé par le gouvernement fédéral afin de mieux adapter la législation à une économie moderne, augure bien. L'ABC et ses membres se réjouissent de cette initiative. Nous communiquerons notre point de vue dans le cadre du processus de consultation. Le second élément est un régime fiscal qui favorise les investissements et encourage la croissance. Notre régime actuel suscite une hausse du coût du capital et complexifie pour les entreprises les moyens de faire les investissements nécessaires à la prospérité de notre pays.

Le Canada doit commencer à attirer les capitaux au lieu de les faire fuir. Ainsi sera créé un climat économique comportant les incitatifs de croissance adéquats à la croissance et à la transition vers la carboneutralité. Le gouvernement fédéral devrait entreprendre un examen complet du régime fiscal canadien dans l'objectif de l'adapter aux besoins évolutifs de notre économie et de veiller à ce que notre pays puisse compétitionner à l'échelle internationale. Un tel examen permettrait d'évaluer les mesures susceptibles d'attirer les investissements nécessaires à la transition vers la consommation à zéro émission nette.

Comme je l'ai mentionné plus tôt : nous avons besoin de plus de carottes et de moins de bâtons. Les incitatifs offerts par le gouvernement canadien pour encourager les investissements dans la transition climatique sont encourageants. La politique fiscale doit être envisagée de manière plus globale afin d'éviter les conséquences involontaires.

Lorsqu'il s'agit d'innovations, les banques ont prouvé l'étendue de leur apport en termes de capitaux, de connaissances et de ressources depuis bien avant la Confédération. Actuellement, la contribution à la transition climatique n'est pas différente. Par exemple, en présence d'une meilleure coordination, avec le gouvernement, des incitatifs fiscaux et d'investissement, le financement bancaire de la transition climatique pourra être accéléré, et sa valeur multipliée. Ce qui aura un effet positif net sur la productivité puisque, tant pour la transition climatique que pour la productivité, il s'agit de faire plus avec moins.

L'innovation et la productivité sont étroitement liées. Un ensemble harmonieux de politiques à long terme favorise l'accès rapide aux investissements évolutifs du secteur privé dans l'innovation et les actifs propres. C'est ce qui mènera notre pays de l'avant.

Le Canada sort d'une période difficile. Après avoir surmonté la pandémie, nous devons générer une période soutenue de forte croissance économique afin de pouvoir rembourser les dettes que nous avons contractées, tout en atteignant la carboneutralité et en améliorant la productivité.

Il s'agit désormais d'entamer une reprise solide et durable qui réponde aux urgences d'aujourd'hui et qui maximise le potentiel individuel en vue d'un meilleur avenir. Pour répondre à ces exigences, le Canada doit se doter d'un plan économique qui mobilise la diversité canadienne sous toutes ses formes.

On ne peut évidemment pas parler de la productivité sans parler des individus. Bien qu'il puisse sembler que le secteur bancaire ne s'intéresse qu'aux chiffres et aux données, en fin de compte, comme toute entreprise prospère, nos banques comptent sur des relations solides avec des gens formidables.

Les employés de nos membres sont le moteur du secteur bancaire et sa plus grande de force. Les employés étant au centre de notre réussite continue, les banques ont investi de grands efforts afin de créer des lieux de travail inclusifs où tous les employés peuvent s'épanouir et être eux-mêmes.

Lorsqu'il s'agit de respect de l'autre, les banques membres de l'ABC ont toujours été à l'avant-garde. Toutes les mesures ont été déployées pour cerner et éliminer les obstacles auxquels se heurtent diverses populations, accélérant ainsi l'avancement professionnel des groupes sous-représentés et marginalisés à tous les niveaux. Notre secteur a adopté des plans d'action contre le racisme systémique, a dépassé les indices de référence pour les femmes dans les conseils d'administration et les postes de direction, a fait des progrès remarquables en matière de réconciliation avec les Autochtones et a défendu les droits de tous.

Le gouvernement fédéral doit également être félicité pour son Plan d'action 2SLGBTQI+ récemment annoncé. Ce plan consacre 100 millions de dollars sur cinq ans à une approche pangouvernementale visant à créer un avenir où chaque personne est libre d'être qui elle est et d'aimer qui elle aime.

Ces avancées dans les secteurs public et privé nous touchent, moi et ma famille, personnellement. Ma femme et moi avons deux filles transgenres. Nous sommes revenus au Canada après de nombreuses années passées aux États-Unis, car nous avons ressenti un changement dans l'environnement. Le Canada était le meilleur endroit pour des enfants comme les nôtres. Nous sommes reconnaissants d'être Canadiens et d'être de retour au Canada. Mais nous devons protéger ce qui rend ce pays si spécial : notre tolérance, nos accommodements et notre respect des droits de la personne.

Notre travail collectif pour créer un avenir plus équitable est loin d'être terminé. Mais je suis très fier des banques au Canada qui continuent de donner l'exemple et de défendre la diversité, l'égalité, l'équité et l'inclusion.

Notre pays fait face à sa juste part de défis, dont j'ai abordé certains aujourd'hui. Il nous reste un long chemin à parcourir. Le Canada possède l'endurance sociale et économique pour tenir la distance.

Avec des citoyens engagés, un système politique et gouvernemental stable, et un secteur bancaire de classe mondiale, notre potentiel sera illimité si, ensemble, nous visons des objectifs communs.

Ensemble, regardons l'avenir avec optimisme et concevons une vision de la façon dont les banques du Canada contribueront à bâtir pour tous un avenir solide et florissant.

Merci!